

L'INVITÉ

Pour un revenu de base inconditionnel

mardi 7 juillet 2009, par [Bernard Kunding](#)

Comment préserver l'humanité de l'agonie du capitalisme ? Pour Bernard Kunding, un revenu garanti pour chacun, en contribuant à modifier les modes de production et d'échange, permettrait un atterrissage en douceur.

L'association BIEN – Suisse a été fondée à Genève en 2002 et est affiliée au réseau mondial pour un revenu de base (Basic Income Earth Network). Concrètement, BIEN demande de substituer partiellement le système de protection sociale en vigueur par un revenu de base identique pour chacun, attribué automatiquement à toute personne établie en Suisse, sans condition d'activité économique ou de besoin financier, quel que soit son état-civil ou sa capacité de travailler :

- ▶ Il est payé aux individus et non aux ménages ;
- ▶ Il est payé sans tenir compte de tout autre élément de revenu ou de fortune ;
- ▶ Il est payé sans qu'il y ait obligation d'accepter un travail ou de prouver son incapacité de travailler. BIEN n'assortit pas le revenu de base d'une contre-prestation, ni de toute autre forme d'obligation ou de contrôle. Chaque personne est rémunérée de droit parce qu'elle existe, et non plus parce qu'elle n'a pas la possibilité de travailler. Le revenu de base remplace la plupart des assurances et aides sociales à hauteur de son montant, qui doit couvrir les besoins matériels d'une vie simple mais dans le respect de la dignité humaine. Avec cette proposition, BIEN se trouve tout d'abord placé en porte-à-faux sur l'échiquier politique, la droite lui reprochant de vouloir instituer le droit à la paresse, tandis que la gauche l'accuse de vouloir donner de l'argent à ceux qui en ont déjà assez ou même trop – voire de faire le lit du capitalisme néolibéral... Il est donc très important pour nous de bien expliquer la logique à laquelle obéit le revenu de base et les raisons qui nous conduisent à le proposer.

La crise, mais quelle crise ?

Mon argumentation pour un revenu de base inconditionnel s'appuie sur un constat, celui de la fin de la société du plein-emploi et de la déstabilisation générale du travail salarié, puis sur l'analyse de cette évolution et la tentative d'en déterminer les raisons. Aujourd'hui, un regard particulier sur la récession économique mondiale qui nous frappe permet d'amorcer cette

analyse. Sommes-nous les victimes d'une finance non régulée et qui aurait dépassé toute limite ? En dépit des apparences, je vais répondre par la négative : le monde de la finance n'est pas coupable, en tout cas pas davantage que les autres acteurs de l'activité économique. Ce qui, à mon sens, est en cause aujourd'hui, nous oblige à entreprendre une réflexion beaucoup plus approfondie sur les facteurs déterminants de la croissance économique, sur les conditions objectives de cette croissance, ces « fondamentaux » qui, en principe, garantissent aussi bien la continuité du profit capitaliste que celle de l'emploi salarié. Suffit-il de vouloir la croissance pour pouvoir la générer ? Telle est la question posée aujourd'hui. Pour ma part, en définitive, j'y réponds par la négative. A l'heure actuelle, après l'échec néolibéral, la crise du capitalisme commence à apparaître dans sa dimension réelle. Depuis plus de trente ans, la substitution du travail par la machine dans le sillage d'une spécialisation toujours plus poussée des tâches (substitution travail - capital), ce mécanisme combinant progrès technique et augmentation de rentabilité (« productivité ») de l'emploi industriel est en panne. Je ne prétends pas, bien sûr, que l'innovation technologique s'est essouffée comme telle, ce qui serait totalement absurde. Par contre, avec les « nouvelles technologies » (informatique, microélectronique), la rentabilité de l'innovation est de moins en moins dépendante de la croissance économique générale.

Une conclusion qui s'impose

C'est alors, aux alentours de 1980, qu'une conclusion devrait s'imposer : le capitalisme, lui-même dépendant de la croissance, ayant perdu son moteur réel, semble arriver en bout de course. Les seuls motifs de croissance qui lui restent sont d'ordre subjectif et politique : d'une part renouer avec les profits, de l'autre, maintenir l'emploi et l'ordre social. Pendant quelque temps, on y arrivera malgré tout. Mais dans cette dernière période, la productivité, ce ne sera plus : produire plus avec le même nombre d'emplois, mais : produire autant avec moins d'emplois. Au lieu de progresser grâce à la mécanisation des tâches, la productivité du travail va augmenter surtout au travers d'une pression accrue sur ses coûts, une pression orchestrée sur un plan mondial et profitant de l'« avantage comparatif » de la pauvreté et du sous-développement. Ce sont les années de la mondialisation et de la percée des idées néolibérales. Un peu de croissance redevient alors possible, mais la médaille a un revers : à terme, la contraction relative de la masse salariale mondiale entraîne une diminution de la consommation. Les inégalités croissantes de revenu provoquent un déséquilibre entre moyens d'investissement et pouvoir d'achat des consommateurs. Car les riches ne consomment pas tous leurs revenus ; à la différence des pauvres, ils peuvent

investir afin de s'enrichir encore. Mis à part le secteur du luxe qui rayonne de santé, dans le reste de l'économie, le manque de pouvoir d'achat des consommateurs plus modestes va être compensé par le crédit facile, surtout dans le monde anglo-saxon, et surtout le crédit hypothécaire, ce crédit qui fait monter artificiellement les prix de l'immobilier et donne le sentiment de richesse qui pousse ces pseudo-proprétaires à la consommation. C'est là qu'intervient la finance. Incitées au laisser-aller par le laxisme des autorités monétaires américaines ainsi que par des institutions de surveillance aux abonnés absents, les banques prêtent, prêtent et prêtent encore. Jusqu'au jour où tout éclate, comme nous le savons aujourd'hui. Subitement, les vannes du crédit se referment partout, car entre-temps, la contagion a propagé sa « toxicité » dans la finance du monde entier. Pour l'économie « réelle », après l'euphorie, vient la dépression, un « retour à la réalité » un peu brutal. Dans toute l'industrie, les stocks d'inventés s'amoncellent et les faillites se font menaçantes. Dans ces conditions, que faire ? Relancer la machine ? Redémarrer le capitalisme ? Non, car il n'y a pas de « combustible de croissance » à allumer comme après la Deuxième Guerre mondiale. De toute manière, depuis l'arrivée d'Alan Greenspan à la tête de la Réserve fédérale des USA, l'économie mondiale n'a pas arrêté de se faire relancer... Aujourd'hui, le retour du politique signifie surtout la substitution de l'endettement privé par l'endettement public. En fin de compte, cette politique est prise entre deux feux : une relance hypothétique par l'endettement ou alors le redressement des finances publiques et privées, c'est-à-dire, à terme, la décroissance. C'est comme dans l'histoire de Charybde et Scylla : Faut-il préférer la peste ou le choléra ? Mais laissons à César ce qui est à César et occupons-nous de ce qui nous regarde, de ce qui est de notre responsabilité, posons-nous la question : Comment préserver l'humanité des conséquences du déclin, voire de l'agonie du capitalisme ? C'est là que peut intervenir, entre autres mesures, l'instauration d'un revenu de base pour tous.

Vers un nouveau mode de produire

Si l'on s'en tient à la pensée de Karl Marx, le règne de la bourgeoisie a pris fin entre 1929 et 1945. Lui a succédé le socialisme, mais un socialisme sans « dictature du prolétariat » et dans lequel, à l'Ouest, nombre de bourgeois ont su se recycler (de même que déjà au dix-neuvième siècle, maints talents d'industriels sont apparus au sein de l'aristocratie). Pourtant, sur le plan économique, c'était bien le socialisme dont Marx avait prévu la nécessité : une société plaçant la croissance au-dessus de la propriété privée des moyens de production, la « société du travail ». Après le socialisme (toujours selon Karl Marx...) devrait venir le communisme. Mais là, rien du tout, nada,

comme disent nos amis espagnols. Pas de vrai communisme à l'horizon, pas d'homme nouveau. Pour éviter le pire, nous devons aujourd'hui développer un nouveau mode de produire et de consommer en nous basant sur l'homme tel qu'il est, « en nous débrouillant avec les moyens du bord ». Cela ne va pas être facile et c'est le moins que l'on puisse dire. Pour moi, dans ce contexte, la revendication de notre association pour un revenu de base inconditionnel prend un sens nouveau.

Jusqu'ici, de manière somme toute assez pragmatique, notre argumentation repose sur les constats bien connus de la précarisation croissante de l'emploi salarié, de la nouvelle pauvreté, de l'inefficacité d'un système de protection sociale conçu pour une autre économie et une autre société, celle de l'après-guerre. Sur cette base, BIEN demande de passer à un Etat social centré non plus sur la protection du travailleur, mais sur la protection du citoyen – ou encore fondé sur le droit humain à l'existence. L'emploi n'assurant plus la sécurité matérielle de l'existence, il devient nécessaire de la garantir indépendamment de l'emploi. Mais si l'analyse de la crise économique esquissée plus haut se révèle exacte, le projet du revenu de base devra aussi s'intégrer dans une réponse plus globale permettant de relever les défis posés par cette crise. Quel en est le principal ?

Un capitalisme sans profits

Un capitalisme sans profits est-il possible ? Avant de répondre, il s'agit de bien comprendre la question. Ce qui déséquilibre objectivement le rapport entre investissement et consommation, ce sont les intérêts du capital. Sans doute ces intérêts se laissent-ils capitaliser à leur tour, mais ce petit jeu ne fonctionne qu'aussi longtemps que le volume d'investissement potentiellement rentable et donc la demande de capital ne cesse d'augmenter, autrement dit, aussi longtemps que la croissance économique se poursuit. Sinon, il n'y a plus rien en face de ces intérêts, du côté de la consommation, et la demande solvable de capital ou encore le crédit d'investissement s'écroule. Pour faire une image, disons que le capitalisme ressemble à un vélo : soit il avance, soit il tombe. Cette chute, que certains, pour des motifs essentiellement écologiques, appellent aujourd'hui de leurs vœux sous le nom de « décroissance », cette chute peut faire très mal à la société. Sa violence peut entraîner l'anarchie, le retour à la barbarie et le fascisme. De son côté, le revenu de base peut contribuer à l'adoucir, à deux conditions :

- D'une part, ce revenu doit être financé non seulement par la création de valeur brute (soit par exemple au moyen d'une TVA sociale), mais également par une partie importante des intérêts du capital investi (par exemple au travers d'un impôt sur les hauts revenus) ;

► D'autre part, le montant de ce revenu socialisé ne doit pas faire obstacle à la création de valeur et devenir facteur d'inflation (par exemple par des prétentions excessives de salaire).

Si ces conditions sont remplies, les chances sont réelles de transformer la chute libre à laquelle risque bien de conduire le surendettement et enfin la faillite des Etats en un atterrissage en douceur. Encore faudra-t-il pour cela que les élites de nos sociétés, tant à gauche qu'à droite de l'échiquier politique actuel, prennent conscience de la nécessité de réunir leurs forces pour éviter le naufrage. A l'heure actuelle, c'est peut-être encore un peu beaucoup demander. Pourtant, nous n'avons plus beaucoup de temps à perdre...

Enfin, même si nous réussissons à retrouver une certaine stabilité, il reste que le revenu de base doit également servir de mesure d'accompagnement dans le contexte d'une atténuation progressive de la division du travail dans le monde. Cette réduction se fera aussi bien sous l'influence de l'innovation technologique que par le développement de formes différentes d'organisation économique (je pense particulièrement à ce qu'on appelle « l'économie sociale et solidaire » ainsi qu'aux différents modes d'organisation « en réseau »).

Mais si la division du travail s'atténue, c'est aussi la valeur d'échange créée qui se réduira et donc en dernière analyse – si nous voulons éviter un nouveau déséquilibre – le montant du revenu de base. Pour que cette évolution se fasse sans heurts, il sera alors nécessaire de développer un certain degré d'autarcie chez les sujets économiques, de créer une sphère d'unité locale entre production et consommation. Pour donner un exemple, il ne s'agira plus de construire de nouvelles centrales électriques, mais de développer les technologies permettant de réaliser l'autonomie énergétique des populations (à l'échelle locale d'une maison individuelle, d'un immeuble locatif ou encore d'un quartier) et de limiter les échanges aux surplus.

La réalisation progressive d'une telle autonomie locale et régionale réduira d'autant les besoins en pouvoir d'achat, de telle sorte que la réduction du montant redistribué comme revenu de base ne se fasse pas aux dépens du respect de sa définition (droit fondamental aux moyens matériels d'une existence conforme à la dignité humaine). Pour donner un chiffre calculé sur la base de l'estimation actuelle du coût de la vie en Suisse, je pense que ce montant devrait représenter environ le tiers du PIB par habitant. En principe, l'économie de marché permet l'autorégulation de ce montant. En effet, si des rémunérations excessives du travail ou du capital sont répercutées sur les prix de vente, l'inflation qui en résultera entraînera une réduction du pouvoir

d'achat réel représenté par le revenu de base, qui à son tour conduira, quand bien même pour des raisons différentes, les acteurs économiques en question à réduire leurs prétentions. Bien évidemment, si l'autorégulation par le marché ne fonctionnait pas, les autorités politiques seraient dans l'obligation d'intervenir.

Retour à l'actualité

Pour conclure, considérons un instant la distance morale séparant les conditions de sortie de crise que je viens d'esquisser du comportement humain tel que nous l'observons tous les jours. Il est vrai que c'est assez énorme... Pourtant, je ne vois aucune autre issue sérieuse, ni à gauche ni à droite. Il nous reste donc bien à relever ce défi. C'est la raison pour laquelle je récolte des signatures en ville pour que notre association puisse proposer le principe du revenu de base aux élus qui ont pour tâche de préparer une nouvelle constitution pour le canton de Genève. A partir de 500 signatures, ceux-ci sont tenus d'entrer en matière. A ce jour, nous en avons déjà obtenu plus de 1'000. Pour toutes choses, il faut un commencement. Bernard Kundig Plus d'infos sur www.revenudebase.ch [<http://www.revenudebase.ch>]